



**CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES**

Lot 1 : Études de faisabilité de projets urbains

« Etudes de faisabilité de projets urbains et assistance technique aux banques publiques de développement et des collectivités dans le cadre du programme NUCA »

BPD-2025-0205

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes

75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599

Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

SOMMAIRE

1.	Présentation de l'AFD	3
2.	Le contexte	3
3.	NATURE DES PRESTATION DEMANDEES.....	17
	Stratégie et gouvernance	29
	Renforcement des capacités institutionnelles	30
	Outils et méthodologies	30
	Développement du portefeuille urbain.....	31
	Communication et sensibilisation	31
	Exigences vis-à-vis du prestataire dans le déroulement de la prestation.....	33
6 .	RESSOURCES NÉCESSAIRES	33
6.1.	Equipe d'experts.....	33
6.2.	Equipe de gestion et d'appui technique.....	36
7.	CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....	36
7.1	Pouvoir adjudicateur et mandat pour l'Accord Cadre	36
7.2	Localisation	36
7.3	Exécution du marché.....	36
7.4	Pilotage, coordination et suivi.....	37
7.5	Coordonnées des membres du Comité de pilotage	Erreur ! Signet non défini.
8.	CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PRESTATION	37
9.	LANGUE DE TRAVAIL	37
10.	CADRE DE REPONSE TECHNIQUE (CRT)	37
11.	BUDGET- PRIX.....	38

Ces coûts seront établis à partir d'un pourcentage de répartition indicatif du volume des jours à prester entre niveau d'expertise (junior/senior), type d'expertise (internationale/locale) et domaines d'activité (ingénierie, finances, juridique) mentionné au tableau des prix unitaires d'expertise figurant à l'annexe III, annexe financière de l'acte d'engagement (AE). Ces coûts comprendront également les experts complémentaires.39

1. PRESENTATION DE L'AFD

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de **subventions**, de **prêts**, de **fonds de garantie** ou de **contrats de désendettement et de développement**, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le **renforcement de leurs capacités**.

Sa filiale **Proparco** (www.proparco.fr) soutient les investissements privés. Dédiée à mobilisation de l'expertise publique française, **Expertise France** (www.expertisefrance.fr) a rejoint le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

2. LE CONTEXTE

The International Development Finance club (IDFC)

Créé en 2011, l'IDFC est le premier groupe de 26 banques de développement nationales et régionales dans le monde, principalement actives dans les marchés émergents. IDFC est le plus grand fournisseur mondial de financement public pour le développement et le climat, avec des actifs cumulés de 4 000 milliards de dollars US et des engagements annuels de plus de 800 milliards de dollars US, dont 180 milliards de dollars US pour le financement du climat et 18 milliards de dollars US pour la biodiversité. Les membres d'IDFC sont unis et travaillent ensemble pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et les engagements de l'Accord de Paris sur le climat. Les membres d'IDFC ont la fonction unique de soutenir les politiques nationales tout en transférant les priorités internationales à leurs propres circonscriptions. Le travail de l'IDFC a mis en lumière le rôle important et croissant que jouent les banques nationales de développement dans l'architecture internationale de financement du développement, grâce à leur enracinement local et à leur légitimité sur le terrain.

Le secrétariat d'IDFC est assuré par la division des banques publiques (BPD) au sein du département de la mobilisation des partenariats internationaux (MPC). Le secrétariat est chargé de la coordination générale des activités du Club, en liaison avec la direction générale et les autres départements de l'AFD impliqués dans les différents projets menés avec ses membres.

A propos de la Facilité IDFC et de l'Unité de coordination de la Facilité IDFC (FCU)

La Facilité IDFC, lancée en novembre 2019 en tant que bras opérationnel du Club, soutient les membres d'IDFC pour faire plus et mieux en matière de finance climat & biodiversité tout en étant aligné avec les objectifs des Accords de Paris sur le climat et la biodiversité, notamment en renforçant les échanges de connaissances entre les membres et le développement des capacités sur les sujets liés au climat. La Facilité IDFC est hébergée par l'AFD au sein de la division BPD et utilise les procédures et outils de l'AFD pour mettre en œuvre ses activités.

En détail, les objectifs de la Facilité IDFC sont au nombre de quatre :

- Poursuivre le plaidoyer sur la mesure et l'intégration du financement climatique ;
- Promouvoir des investissements alignés sur les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris ;
- Faciliter l'accès à la préparation et au financement des projets ;
- Accroître la coopération et le partage des connaissances entre les membres.

Le Mécanisme IDFC est mis en œuvre par l'Unité de Coordination (UC). L'UC d'IDFC est composée de personnes détachées par les institutions membres d'IDFC et de consultants. Elle est chargée de mettre en œuvre le programme de travail annuel approuvé au profit des membres d'IDFC.

À propos du programme NUCA (Urban Climate Action) et des Banques nationales de développement (NDBs)

Contexte et objectifs du programme

La prochaine décennie sera déterminante pour éviter un changement climatique catastrophique et limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius. Les villes ont un rôle essentiel à jouer dans la réduction rapide des émissions et le renforcement de la résilience aux effets du changement climatique, car elles génèrent environ 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et produisent environ 80 % du PIB mondial. Les villes du Brésil, de Colombie, du Mozambique, d'Indonésie et d'Afrique du Sud ne font pas exception. Dans le même temps, elles sont déjà touchées par le changement climatique, notamment par la sécheresse, les vagues de chaleur et les inondations, et signalent publiquement que ces risques augmentent en intensité et en fréquence, avec de graves conséquences. Il est impératif d'agir rapidement pour atténuer le changement climatique et les dommages qui en découlent, renforcer les capacités d'adaptation et éviter les interventions coûteuses de dernière minute dans les zones urbaines. Cette nécessité est également reconnue, dans une certaine mesure, dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays et dans d'autres plans.

De grandes villes comme Johannesburg, eThekweni (Durban), Jakarta, São Paulo, Rio de Janeiro et Bogota ont commencé à se positionner en tant que précurseurs de l'action climatique, en développant des plans d'action climatique résilients, inclusifs et alignés sur le 1,5 degré Celsius tout en renforçant leurs capacités internes. De nombreuses autres municipalités ne disposent pas encore de stratégies et de capacités climatiques adéquates. Il leur est donc difficile d'identifier des projets climatiques en phase avec des questions plus immédiates, telles que l'amélioration de la prestation des services municipaux tels que la gestion des déchets, les transports, la sûreté et la sécurité ou encore les inégalités sociales mais aussi le développement économique et la création d'emplois. Les villes (y compris les chefs de file) ont également souvent des difficultés à trouver un financement suffisant pour la préparation et la mise en œuvre de projets intelligents sur le plan climatique. De nombreuses villes dépendent des transferts fluctuants du gouvernement central et ont des revenus propres et une autonomie fiscale limités, ce qui affecte leur solvabilité et leur capacité à accéder aux marchés des capitaux ; d'autres encore ne peuvent pas emprunter. Le C40 a constaté que la pandémie de COVID-19 a réduit les recettes municipales de 25 à 30 %. L'accès au financement international pour le climat et au financement privé est difficile pour les villes.

Dans cette situation, les banques nationales de développement (BND) et les banques régionales de développement sont bien placées pour devenir des précurseurs dans le financement de l'action climatique urbaine. Elles sont généralement plus disposées que les banques commerciales à jouer un rôle pionnier dans de nouveaux domaines et sont idéalement placées pour réduire les risques ou couvrir les coûts initiaux des mesures innovantes d'atténuation ou d'adaptation. Outre les banques bilatérales ou multilatérales, les BND peuvent fournir des financements en monnaie locale sans avoir à facturer de frais de transaction supplémentaires. Elles peuvent tirer parti d'instruments financiers existants adaptés aux marchés locaux et intégrer des considérations liées au climat dans leurs portefeuilles de financement urbain. Les banques participant à ce projet ont déjà des antécédents bien établis en matière de financement urbain. Cependant, elles sont également confrontées à des obstacles pour le financement du climat urbain et ce financement reste encore limité. L'un des obstacles les plus visibles est le manque de ressources pour renforcer les capacités internes en matière de climat, réaliser des études de faisabilité et échanger des idées utiles sur le développement des pipelines de projets avec d'autres organisations. Le financement du climat urbain par les BND est également freiné par le manque de capacité des municipalités à élaborer des projets climatiques et à contracter des prêts. À l'origine de ces lacunes se trouvent souvent des cadres réglementaires et institutionnels qui limitent l'autonomie financière, l'emprunt et la planification au niveau local (par exemple, en cas de transferts gouvernementaux irréguliers ou d'incertitude quant aux futurs programmes de subventions pour les combustibles fossiles et les énergies renouvelables). Même en l'absence de tels obstacles, les conditions-cadres peuvent encore ne pas promouvoir le financement de la lutte contre le changement climatique en milieu urbain dans la mesure nécessaire à la réalisation des transformations urbaines.

Description du programme NUCA :

Le programme contribuera au développement et à la mise en œuvre de projets d'infrastructures urbaines à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique dans quatre économies émergentes (Brésil, Colombie, Indonésie, Afrique du Sud) et une économie en développement (Mozambique), conduisant à une réduction significative

des émissions de gaz à effet de serre (GES) et à une augmentation de la résilience aux risques physiques liés au climat dans les villes (impact).

NUCA renforcera les capacités techniques, institutionnelles et financières des banques nationales de développement (BND) en tant que fournisseurs et facilitateurs de financement pour l'action climatique urbaine. Il favorisera leurs capacités à intégrer systématiquement le changement climatique dans le financement urbain, à fournir des services de conseil pour le développement de projets climatiques urbains bancables aux villes clientes, et à mener ces projets à leur terme. Grâce aux différentes activités et résultats du projet, les BND auront systématiquement augmenté leur capacité/préparation pour le financement et le conseil en matière de climat urbain et auront engagé des montants significatifs de financement pour des projets urbains ayant des bénéfices climatiques, débloquant ainsi d'autres financements provenant d'une série de sources locales/internationales privées et publiques (résultat).

Le programme NUCA s'efforcera d'obtenir les résultats suivants :

- Les BND doivent renforcer leurs capacités pour garantir une intégration rapide, efficace et ambitieuse des considérations liées au climat dans l'ensemble de leurs portefeuilles urbains. Elles manquent également de financement et de projets pilotes adéquats pour tester de nouvelles approches et constituer une réserve de projets. Le programme NUCA fournira jusqu'à 10 BND (y compris, mais sans s'y limiter, les cinq BND qui font partie du consortium du projet) à des services de conseil technique et un soutien au renforcement des capacités pour intégrer l'évaluation des risques climatiques et le développement de projets climato-intelligents dans leurs activités de financement urbain, identifier les besoins de financement climatique des villes et les instruments de financement appropriés pour les investissements climato-intelligents, et renforcer les capacités de conseil pour les villes désireuses de développer des projets climato-urbains (résultat I). Les BND seront fortement soutenues dans la mise en place de programmes de financement urbain pour le climat qui pilotent leur financement urbain pour le climat et les aident à réaliser leur rôle en tant que moteurs et facilitateurs d'un financement impactant pour les villes.
- En outre, le programme NUCA fournira un soutien technique et financier pour aider les villes et les BND à organiser conjointement des études de faisabilité pour les projets sélectionnés. D'autres formes de soutien à la préparation de projets climatiques seront également fournies afin d'accroître la réserve de projets que les BND pourront financer et dont elles pourront s'inspirer. Grâce à ces efforts, les BND auront approuvé des projets pour le (co)financement, ancrés dans les nouveaux programmes de financement du climat urbain des BND (résultat II). Elles auront également systématisé les enseignements tirés de cette collaboration. Alors que les études de faisabilité se concentrent sur la définition des détails techniques et financiers d'un projet, le soutien à la préparation fourni par le programme NUCA peut prendre de nombreuses formes - par exemple, des conseils juridiques pour l'établissement de véhicules à usage spécifique, un soutien au plaidoyer pour l'amélioration des conditions-cadres pour le financement du climat urbain, des outils financiers innovants, etc. Le cofinancement de sources publiques et privées pour les études de faisabilité et les projets sera activement recherché et catalysé.

- Outre le renforcement des capacités et le conseil technique pour les parties prenantes individuelles, le partage des connaissances est un facteur habilitant important pour garantir que les transformations peuvent être réalisées à l'échelle. Les BND participantes et les maîtres d'ouvrage urbains échangeront et participeront à des événements d'apprentissage par les pairs sur les meilleures pratiques en matière de financement public et privé du climat urbain dans les villes et avec les parties prenantes nationales et internationales du financement du climat urbain (résultat III). Ces échanges peuvent aider les deux parties à tirer des enseignements de leurs expériences, à éviter les écueils et à passer aux approches les plus prometteuses. Les BND utiliseront également leur rôle prépondérant dans les paysages financiers nationaux pour soutenir le plaidoyer en faveur de l'amélioration des conditions du cadre réglementaire pour le financement du climat urbain.

Le programme NUCA fournira un soutien à la croissance institutionnelle des BND (résultat I et activité II.3). Le soutien technique et financier à des projets climatiques spécifiques (activités II.1 et II.2) permettra aux NDB de mettre en pratique les outils et processus soutenus par le NUCAP et d'intégrer le retour d'expérience de ces projets pilotes. Associées à un large partage des connaissances (résultat III), ces activités augmenteront la préparation générale au financement climatique parmi les BND et amélioreront leur capacité à mieux conseiller et soutenir les villes et à construire les bases pour générer des pipelines plus importants à l'avenir.

Cadre de résultats :

Incidence(s) Les villes des économies émergentes et en développement ont considérablement réduit leurs émissions de gaz à effet de serre et renforcé leur résistance aux risques physiques liés au climat grâce à la préparation et à la mise en œuvre de projets d'infrastructure à faible émission de carbone et résistants au changement climatique		
Résultats Les banques nationales de développement (BND) des cinq pays du projet ont systématiquement amélioré leur préparation institutionnelle au financement et au conseil en matière d'infrastructures urbaines à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique, et ont augmenté leurs engagements de financement avec des avantages climatiques, débloquent ainsi d'autres financements provenant d'un éventail de sources privées et publiques locales/internationales.		
Ind. 0.1 : Nombre de BND ayant mis en place un programme de financement pour le climat urbain qui guide le financement et les services de conseil des BND pour l'action climatique urbaine et illustre leur engagement à la croissance institutionnelle et financière dans ce domaine.		
Ind. 0.2 : Montant du financement formellement engagé par les BND (y compris les membres du consortium et d'autres banques de développement nationales ou d'État) pour des projets sur le climat urbain qui ont reçu un soutien du programme NUCA et qui bénéficient d'un cofinancement d'autres sources publiques ou privées.		
Résultat I : Renforcement des capacités techniques et institutionnelles de la BND Les BND ont intégré le changement climatique dans leurs activités de financement urbain, amélioré leur capacité de conseil et identifié les besoins de financement climatique des villes concernées ainsi que les instruments de financement appropriés pour les investissements intelligents en matière de climat.	Résultat II : Financement des investissements et l'institutionnalisation des résultats Des études de faisabilité et d'autres formes de soutien pratique à la préparation de projets sur le climat urbain sont menées et ont conduit à l'engagement de (co)financement pour de tels projets par les BND.	Résultat III : Co-crédation et partage des connaissances L'apprentissage par les pairs et l'échange de connaissances sur le financement de la lutte contre le changement climatique en milieu urbain ont renforcé les capacités d'un groupe plus large de parties prenantes nationales et internationales, y compris les banques non gouvernementales et les maîtres d'ouvrage urbains publics et privés, à financer des projets de lutte contre le changement climatique en milieu urbain par le biais d'une série de mécanismes de financement privés et publics

		innovants et appropriés, et ont contribué à améliorer les conditions-cadres pour ce type de financement.
<p>I.1 : Nombre de BND qui ont adopté et appliquent des outils et des processus, développés ou affinés avec le soutien de la NUCA, pour augmenter leurs services de financement et de conseil en matière de climat urbain.</p> <p>I.2 : Nombre de membres du personnel des BND qui ont participé à des formations sur les outils et méthodes de financement du climat urbain développés ou améliorés avec le soutien de NUCA et qui, environ 3 mois après les formations, peuvent citer au moins un cas dans lequel ils ont appliqué leurs nouvelles connaissances.</p> <p>I.3 Nombre de villes avec lesquelles des opportunités de financement de projets climatiques par la BND ont été identifiées afin de constituer la base d'une réserve significative de projets.</p>	<p>II.1 : Nombre d'études de faisabilité pour des projets d'investissement dans le domaine du climat urbain qui ont été menées et qui ont conduit à l'approbation du projet par une BND en vue d'un (co)financement.</p> <p>II.2 : Nombre de nouveaux instruments de financement, de modèles d'entreprise, de changements institutionnels/réglementaires qui ont été pilotés grâce à l'aide à la préparation de la NUCA.</p> <p>II.3 Part des outils et approches des BND soutenus par la NUCA pour le financement de la lutte contre le changement climatique en milieu urbain, affinés grâce au retour d'information des activités menées dans le cadre du résultat II.</p>	<p>III.1 : Nombre d'outils, de méthodologies ou de lignes directrices pour le financement du climat urbain développés conjointement par au moins deux BND ou plus et intégrés dans leurs programmes de financement du climat urbain.</p> <p>III.2 : Nombre de demandes écrites émanant de maîtres d'ouvrage urbains, de banques (de développement), d'institutions de financement du développement ou de représentants de gouvernements nationaux ou d'États des économies émergentes et en développement, en vue de partager avec eux, pour leur propre usage, des contenus ou des outils élaborés avec le soutien de la NUCA.</p> <p>III.3 : Pourcentage de participants aux ateliers NUCA et à la conférence finale qui estiment que le contenu ou les outils développés avec le soutien de NUCA et discutés lors de la conférence seront "très utiles" pour leur travail quotidien (sur une échelle à trois niveaux : pas utile, utile, très utile).</p>
<p>Indicateur(s) de sauvegarde (si la catégorie de risque environnemental et social est A ou B)</p> <p>Risque environnemental ou social à surveiller et paquets de travail en cas de risque : Le programme NUCA est considéré comme présentant un risque environnemental et social (E&S) moyen et est classé B. Le programme fournira des services intellectuels, y compris des études de faisabilité pour aider les projets présentant un profil de risque différent à atteindre la clôture financière. Bien qu'elle ne soit pas impliquée dans la phase de mise en œuvre de ces projets, la NUCA veillera à ce que les études de faisabilité comprennent toutes les études et procédures nécessaires pour identifier les risques E&S et les moyens de les atténuer (work package II, activité II.1).</p>		

Libellé de l'indicateur (des indicateurs) relatif(s) aux sauvegardes : Part des projets soutenus par NUCA pour lesquels une évaluation des risques E&S a été effectuée et des mesures de sauvegarde adéquates ont été déterminées, sur la base de la taille du projet et de son profil de risque.

Organisation et modalités de mise en œuvre

Le programme NUCA regroupe sept partenaires principaux : L'AFD, en sa qualité d'hôte de la Facilité IDFC, est la principale organisation de mise en œuvre et la contrepartie de l'IKI, cinq banques nationales de développement (BND) sont les organisations chefs de file au niveau national, et le C40 est le partenaire de connaissance et d'appui à la mise en œuvre, tant au niveau mondial que local.

Le programme NUCA est **piloté stratégiquement** par un **Comité de pilotage du programme (PSC)** composé de représentants de chaque membre du consortium. Entre autres choses, le PSC approuve les programmes de travail NUCAP, globaux et spécifiques à chaque pays, préalablement approuvés par chaque BND pour son propre pays ; il surveille les progrès accomplis dans la réalisation des produits et des résultats et détermine des mesures correctives si nécessaire ; il assure la liaison avec les partenaires politiques pour garantir que le programme est fermement ancré dans les agendas climatiques des pays de projet et soutenu politiquement par les pays donateurs. Les réunions du PSC auront lieu régulièrement, une réunion sur trois se déroulant en personne dans l'un des pays d'origine des membres du consortium (à la suite des événements internationaux). Les participants du BMWK et du ZUG/IKI-Office sont invités à participer à ces réunions une fois par an.

La gestion globale du programme, y compris la gestion du budget, la documentation et les rapports, sera sous la responsabilité de l'**Unité de Coordination de la Facilité IDFC (FCU IDFC)**, hébergée par l'AFD, et responsable de la **préparation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre du projet et des impacts associés** :

- L'UFC IDFC, avec l'appui d'une **équipe de soutien au programme** et du personnel de l'AFD (voir point suivant), gère les fonds et les contrats/accords du NUCAP ; identifie, engage et supervise les consultants ; assure une communication et une coordination harmonieuses entre les membres du consortium ; mesure et documente l'avancement du projet ; rend compte conformément aux exigences de l'IKI ; gère la représentation externe de NUCA et la gestion des parties prenantes/partenaires ; et mène d'autres activités jugées pertinentes pour une mise en œuvre réussie du projet. Il élaborera également un manuel opérationnel (OM) qui décrit les pierres angulaires et le fonctionnement du programme - y compris les tâches et les responsabilités du programme, la définition des projets climatiques et du financement climatique, les processus de sélection des consultants, les méthodes d'attribution du budget aux différents membres du consortium après les deux premières années de mise en œuvre du projet, etc. L'UFC IDFC rend compte de ses activités et de ses éventuelles difficultés au CPS.
- **L'équipe d'appui au programme (PST)** sera composée de 4 experts **basés à Paris**: 2 experts techniques et gestionnaires de connaissances, 1 responsable administratif et financier et 1 responsable des parties prenantes externes et des partenariats. Ces experts travailleront en étroite collaboration avec le consortium, les autres banques de développement nationales au sein et en dehors d'IDFC et le personnel de l'AFD. L'expert technique et le gestionnaire des connaissances bénéficieront du soutien d'un expert senior de l'AFD sur le climat urbain du

département VII de l'AFD. L'expert en communication de l'UFC IDFC sera chargé de superviser les activités de communication qui seront mises en œuvre par les consultants. **1 chargé de programme pays (CPO) sera affecté dans chacun des cinq pays (5 chargés de programme au total)** et soutiendra les interactions quotidiennes et les routines avec les BND et les autres parties prenantes locales, y compris les bureaux locaux de l'IKI (par exemple, la préparation des missions des consultants, la préparation et la participation à toutes les réunions et événements locaux de la NUCAP). S'il en est décidé ainsi à la fin de la phase de démarrage, les CPO pourront être hébergés par les bureaux locaux de l'AFD.

Au niveau national, le partenaire respectif de la BND (Brésil : BNDES : Colombie : CAF, Indonésie : PTSMI, Mozambique : TDB, Afrique du Sud : DBSA) avec le soutien du PST et des consultants mis à disposition par le programme, seront responsables du **pilotage et de la mise en œuvre des activités spécifiques à chaque pays**. Chaque BND désignera des points focaux chargés de coordonner les activités des BND, d'assurer la liaison avec les partenaires des villes, avec les responsables du PC et leurs consultants techniques et de rendre compte régulièrement de l'avancement du projet à l'UFC IDFC (avec l'aide des responsables du PC).

Le C40 contribuera au renforcement des capacités, au partage des connaissances, à la défense des intérêts et à la mise en réseau au niveau mondial et national. Ses tâches exactes seront planifiées en détail au cours de la phase de démarrage et seront réévaluées au début de chaque nouvelle année de projet. Le programme NUCA fournira un budget pour un membre du personnel hébergé par le C40, chargé d'encourager les relations de NUCAP avec les villes des quatre partenaires à économie émergente du programme.

La communication entre les membres du consortium et les organes de gouvernance du projet sera organisée via un système de dossiers partagés, le courrier électronique (y compris des listes de courrier électronique dédiées à certains sujets) et des appels/réunions réguliers sur le projet. En plus des appels spécifiques à un sujet (par exemple sur le suivi des progrès), une réunion générale du consortium est organisée chaque année dans les locaux de l'une des BND participantes ou à proximité. **La communication entre les BND et les consultants** sera régie par des contrats (entre l'AFD et les consultants) qui précisent les modalités de communication, la fréquence, etc.

Outre les sept membres, les entités suivantes seront étroitement associées au programme NUCA et contribueront à sa bonne mise en œuvre :

- Les BND seront soutenues par des **experts externes qui seront détachés** en tant que consultants internes pendant les 3 premières années (4 ans au Mozambique en tant que pays en voie de développement). Ces consultants pourront par la suite être embauchés par les BND en tant que personnel régulier, à condition que cela soit conforme à la réglementation locale.
- Compte tenu de la large palette d'activités à mettre en œuvre dans le cadre du NUCAP, un groupe de **cabinets de consultants** sera sélectionné et engagé par le biais d'un contrat-cadre par l'UFC IDFC conformément aux procédures d'appel

d'offres de l'AFD. Les missions seront attribuées de manière compétitive tout au long de la durée du programme afin de couvrir les différents besoins évolutifs du travail. Les missions seront attribuées par l'UFC IDFC aux cabinets de consultants après confirmation positive du membre concerné du consortium. Les documents de reporting et les livrables des consultants doivent être approuvés par le membre concerné du consortium avant d'être validés par l'IDFC FCU.

- **La collaboration avec le CCFLA** (en tant que partenaire de connaissance pour le NUCAP) impliquera la coordination des activités, le partage des connaissances et l'engagement actif de la NUCAP dans les initiatives du CCFLA (voir résultat III.2 pour plus d'informations). NUCA se conformera à toutes les exigences de coordination et de communication qui découlent de sa participation aux initiatives du CCFLA. En outre, au moins deux réunions seront organisées chaque année avec la CCFLA afin de coordonner les activités locales et mondiales. Une collaboration plus étroite sera prévue au Brésil, étant donné que la CCFLA a mis en place un "centre local" dans le pays.

Principales valeurs ajoutées du programme NUCA

▪ Caractère innovant

Le principal résultat à atteindre par le programme est que les BND ont amélioré leur préparation et leur financement pour l'action climatique urbaine. L'organisation du programme est innovante dans le sens où ces BND ne sont pas seulement le groupe cible de NUCAP mais aussi des membres du consortium. Ainsi, elles sont donc directement responsables de la mise en œuvre du projet et de la réalisation de ses objectifs. Cela les pousse à passer d'une attitude passive à une attitude active et les aide à renforcer leurs capacités en matière de climat grâce à une participation concrète à la planification, à la mise en œuvre et au suivi du projet.

En outre, le NUCAP associe la coopération technique à la coopération financière, ce qui permet de coordonner efficacement les deux éléments. Le fait de réunir autour de la table les deux parties de la filière du climat urbain - les maîtres d'ouvrage publics ou privés et les BND en tant que bailleurs de fonds - permet de se concentrer sur les opportunités qui suscitent un intérêt réel, augmentant ainsi les chances de mise en œuvre des projets et de financement par l'emprunt. Enfin, outre les études de faisabilité, qui sont un instrument commun pour la construction de la filière, les villes et les BND se verront également proposer un ensemble plus large et peut-être moins conventionnel de services de soutien à la préparation qui peuvent être utilisés pour relever des défis fondamentaux, par exemple pour créer de nouveaux modèles commerciaux, des véhicules à usage spécifique ou des instruments de financement pour l'action climatique en milieu urbain.

▪ Ambition et caractère transformateur

Ambition : Le principal résultat envisagé du NUCAP est que les BND ont considérablement amélioré leur préparation et augmenté leurs engagements de financement et leurs conseils pour les projets climatiques urbains, attirant ainsi des investissements provenant d'un éventail de sources publiques et privées. Le financement de ces projets contribuera à réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre et à accroître la résilience dans des villes sélectionnées, en particulier si les montants ciblés de

cofinancement des banques de développement bi- et multilatérales et du secteur privé sont atteints comme prévu. Au-delà de cet impact localisé, l'amélioration de l'état de préparation des BND crée les conditions nécessaires à l'augmentation du financement des BND en faveur du climat urbain et à la création d'importants bénéfices climatiques supplémentaires à l'avenir.

Transformation : NUCAP vise à intégrer la gestion des risques et des opportunités liés au climat dans les processus standards de planification et de structuration des projets des NDB et des villes sélectionnées, ce qui permettra non seulement de favoriser les investissements de niche, mais aussi de définir une nouvelle "normalité". NUCAP contribue à la réalisation d'infrastructures urbaines à l'épreuve du climat, d'une durée de vie d'une décennie ou plus, et travaille également à l'amélioration des conditions du cadre réglementaire pour le financement du climat urbain, favorisant ainsi le changement systémique. Enfin, NUCAP cherche à faciliter et à encourager une coopération plus étroite entre ces acteurs majeurs du développement, les banques de développement et les villes/gouvernements locaux, en tant que catalyseurs clés d'une transition climatique réussie ;

- **Mise en œuvre et gestion de projets tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes**

Contribution des activités et des résultats du projet à la justice entre les hommes et les femmes : Le NUCAP contribuera à promouvoir la justice entre les hommes et les femmes de plusieurs manières. Tout d'abord, tous les projets d'infrastructure urbaine pour lesquels des études de faisabilité ou un soutien à la préparation sont menés avec le financement de NUCAP **seront évalués et optimisés pour leur impact sur l'égalité des genres**. Les consultants qui mettent en œuvre les études ou le soutien seront contractuellement tenus d'évaluer l'impact du projet sur l'autonomisation économique des différents genres, l'accès aux services et l'inclusion sociale ; d'identifier les options permettant d'intégrer des mesures genrosécifiques dans la conception du projet (par exemple, en répondant aux besoins d'infrastructure spécifiques au genre, tels que des installations ou des services distincts pour les femmes) ; de sélectionner les solutions les plus adéquates en collaboration avec les maîtres d'ouvrage urbains ; et de façonner l'analyse (technique) et la proposition de projet qui en résulte en conséquence. Ce faisant, les consultants veilleront à ce que le projet qui en résulte soit conforme aux politiques et sauvegardes en matière d'égalité des sexes de la BND partenaire respective. Toutes les BND qui font partie du consortium NUCAP ont mis en place ou sont actuellement dans les dernières étapes de l'approbation des politiques de genre pour leurs activités de financement. Deuxièmement, les impacts positifs et négatifs potentiels de l'action climatique urbaine seront abordés dans tous les **outils et formations** développés avec le soutien de NUCA. Troisièmement, les BND veilleront à spécifier clairement dans leurs **programmes de financement du climat urbain** comment elles entendent promouvoir la justice de genre dans le secteur urbain et comment les **impacts de ce financement sur le genre** seront mesurés.

Intégration de la dimension de genre dans la gestion de la NUCAP : Les exigences relatives à la prise en compte et à la promotion de la justice entre les genres dans les activités décrites ci-dessus seront définies dans le **manuel opérationnel de NUCAP**. L'IDFC FCU collectera des **données ventilées par genre** sur la participation aux événements de

NUCA, notamment pour suivre les progrès accomplis au regard de l'indicateur I.2 de NUCAP. Toutes les BND participantes utiliseront leurs politiques en matière de genre. Il s'agit notamment d'œuvrer en faveur de la parité hommes-femmes au sein de leurs propres opérations en mettant en œuvre des politiques qui promeuvent l'égalité des chances, un traitement équitable et la diversité des genres à tous les niveaux de l'organisation.

▪ **Assurer la durabilité et l'effet multiplicateur après la fin du financement**

La durabilité du NUCAP sera assurée de plusieurs manières : Des **mesures de renforcement des capacités** seront mises en œuvre afin de renforcer de manière significative les capacités des BND et des maîtres d'ouvrage urbains pour la construction conjointe de pipelines. Les consultants détachés auprès des BND pour environ travailleront en étroite collaboration avec le personnel des BND afin de s'assurer que les capacités pertinentes sont renforcées *au sein des* BND et d'éviter de créer un vide après la fin de leurs contrats. Les **instruments** d'évaluation des risques et des opportunités climatiques, les cas réussis de financement du climat urbain et d'autres résultats seront activement promus auprès d'autres banques (en particulier les membres de l'IDFC) et des propriétaires de projets urbains par l'intermédiaire des membres du consortium AFD/IDFC CU et C40 ainsi que du partenaire de connaissance CCFLA et d'autres réseaux. Les parties prenantes du financement du climat urbain peuvent donc prendre en considération les résultats du projet pour leurs propres activités. Les BND utiliseront les forums de dialogue nationaux pour plaider en faveur de l'amélioration des **conditions-cadres** pour le financement du climat urbain, facilitant ainsi l'accès des villes au financement à l'avenir.

▪ **Synergies et liens avec d'autres projets et secteurs pertinents (de l'IKI et de la coopération internationale)**

En plus de coordonner étroitement le programme NUCA avec les **activités en cours du C40 et du CCFLA**, NUCAP prévoit de s'engager avec des initiatives clés actives à la fois du côté de la demande et de l'offre de financement pour le climat urbain :

- La NUCAP doit avant tout exploiter les portefeuilles de projets développés par les facilités **de préparation des projets** (FPP), tels que le City Climate Finance Gap Fund, le C40 CFF, le CICLIA, etc. - et les amener à un bouclage financier avec la ville concernée. De son côté, la NUCA partagera avec ces FPP les idées de projets pertinentes qui n'ont pas été sélectionnées pour des études de faisabilité ou un soutien à la préparation. Cependant, la collaboration est également prévue en termes de développement des capacités des promoteurs de projets.
- NUCAP échangera étroitement avec les **projets financés par l'IKI et d'autres projets de coopération technique** qui soutiennent la planification urbaine intelligente face au climat dans les pays de NUCAP (par exemple, le C40 Cities Finance Facility, Urban-Act en Indonésie, le Green Finance Facility au Brésil et en Colombie, le CCFLA Local Hub au Brésil, "Support for the Brazilian National Agenda for Sustainable Urban Development (ANDUS)" au Brésil et le programme Urban Shift financé par le GEF). Les partenaires NUCA collaboreront étroitement avec les représentants locaux de l'IKI et participeront aux activités locales.

Des réunions virtuelles et personnelles ont déjà eu lieu avec plusieurs de ces acteurs et leur contribution a été utilisée pour affiner la proposition NUCAP. Au cours de la phase de démarrage, d'autres partenaires et synergies spécifiques à chaque pays seront identifiés.

- **Visibilité du projet**

Des représentants du programme NUCA, y compris des NDB, de l'UC du FC IDFC et/ou des consultants, présenteront et discuteront des enseignements tirés lors d'**événements nationaux et internationaux** pertinents (par exemple, les COP de la CCNUCC - en particulier la COP30 au Brésil (2025), les événements C40/CCFLA, les sommets Finance in Commons).

Les informations et les produits finalisés de NUCAP seront partagés via les **sites web et les comptes de médias sociaux** pertinents (NUCAP, AFD/IDFC Climate Facility, C40, CCFLA, IKI). Le site web de NUCAP, qui s'adresse à tous les groupes cibles de NUCAP, fournira des faits et des chiffres sur le projet, des nouvelles, des alertes d'événements, un dépôt avec les résultats de NUCAP et un formulaire de contact pour les parties prenantes qui souhaitent contribuer à NUCAP ou apprendre de NUCAP. Il y aura également un espace de travail pour les membres du consortium NUCAP.

Les formations et les webinaires avec les propriétaires de projets urbains utiliseront des modèles standard NUCAP Word / PowerPoint pour transmettre une **identité de projet** cohérente. Un résumé du projet, comprenant des liens vers des informations disponibles en ligne, sera partagé avec les participants aux événements nationaux du dialogue sur le financement du climat urbain.

- **Gestion des connaissances**

Les outils internes de gestion des connaissances comprennent un système de dossiers partagés, des listes de courrier électronique, une lettre d'information contenant des mises à jour sur le projet, des appels téléphoniques sur des sujets spécifiques, des réunions de consortium et des événements d'apprentissage par les pairs. L'IDFC FCU sera responsable de la gestion des connaissances à l'échelle du projet. Un gestionnaire de connaissances sera nommé dans le cadre du PST et le ZUG/bureau de l'IKI sera informé dès qu'il/elle aura été nommé(e). **Les activités du projet et la génération de nouvelles connaissances** seront coordonnées avec d'autres projets de coopération technique et financière. Des réunions annuelles de coordination seront organisées (éventuellement pendant les événements annuels des parties prenantes nationales) entre les BND et les projets les plus pertinents afin d'assurer une coordination continue. En outre, les BND participeront aux ateliers annuels de mise en réseau organisés par les projets d'interface de l'IKI au Brésil, en Colombie, en Indonésie et en Afrique du Sud. **Les résultats du NUCAP** seront partagés avec d'autres banques, villes et projets de coopération technique au développement au niveau national et international par le biais des réseaux AFD/IDFC CF/FICS, C40 et CCFLA.

- **Co-bénéfices (contributions au développement économique, social et environnemental ainsi qu'au développement de la bonne gouvernance)**

L'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets dans les villes offrent des avantages conjoints dans les domaines environnemental, social et économique. Selon

le projet concerné, les **avantages environnementaux** peuvent inclure l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, la conservation de la biodiversité et un meilleur accès aux zones de loisirs. Les projets climatiques peuvent remédier aux **disparités sociales** en permettant, par exemple, aux communautés marginalisées d'avoir accès à une énergie propre et à des moyens de transport. Les espaces verts et les réseaux de transport multimodaux contribuent à promouvoir l'activité physique, l'interaction communautaire et le bien-être mental. **Les retombées économiques** comprennent la création d'emplois, les économies de coûts, la diversification économique et l'amélioration des possibilités touristiques. Les projets qui seront développés et financés avec le soutien du NUCAP seront basés sur une approche holistique qui s'attaque au changement climatique tout en favorisant le développement durable et le bien-être de la société.

3. NATURE DES PRESTATION DEMANDEES

Afin de garantir une couverture territoriale complète et une mise en œuvre de qualité pour chaque lot, les entreprises soumissionnaires sont invitées à se constituer en **groupements**, structurés autour d'une **entreprise mandataire**, responsable de la coordination générale. Ces groupements devront impérativement **associer des expertises locales**, afin d'assurer une connaissance fine des contextes nationaux et une capacité d'action ancrée dans chaque territoire concerné. Chaque **zone géographique ciblée par le projet devra être couverte de manière spécifique et opérationnelle**, avec la mobilisation de **profils hautement qualifiés**, disposant d'une **expérience avérée dans leur domaine d'expertise** et d'une **capacité d'intervention sur un périmètre géographique étendu**. L'objectif est de constituer des équipes solides et complémentaires, combinant des savoir-faire internationaux structurants et des expertises locales ancrées. Le recours à des **experts locaux individuels** pourra compléter les groupements, le cas échéant, afin de répondre pleinement aux exigences de couverture et de qualité attendues pour chaque zone et domaine d'intervention.

Les prestations sollicitées sont réparties en deux lots distincts, chacun répondant à des besoins spécifiques et nécessitant des expertises différenciées, afin de permettre leur attribution à des entreprises spécialisées dans des domaines complémentaires.

- **Le lot 1** du document répond précisément à l'activité A I.2 du programme NUCA, qui consiste à identifier des opportunités de projets climatiques financés par les banques nationales de développement (BND) avec les villes. Ce lot, d'un montant maximum de **7,8 millions d'euros**, est consacré à la réalisation d'études de faisabilité pour des projets urbains dans les pays d'intervention. Ces études visent à accompagner les collectivités locales dans la planification et la structuration de projets intégrant des dimensions techniques, financières et environnementales. Elles permettront aux BND et aux municipalités de surmonter les défis liés à l'identification et à la concrétisation d'opportunités de projets climatiques, en s'alignant sur le résultat II du programme, qui prévoit la réalisation d'études de faisabilité et d'autres formes de soutien pratique menant à des engagements de cofinancement.

Le périmètre des infrastructures ciblées par le projet NUCA se concentre sur des projets urbains visant à promouvoir des infrastructures à la fois bas carbone et résilientes, alignées sur les objectifs de développement durable et les engagements climatiques nationaux. Ces infrastructures incluent des initiatives destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre, telles que l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, le développement des énergies renouvelables, la mise en place de systèmes de transport durable et la gestion optimisée des déchets urbains. Parallèlement, elles intègrent des mesures d'adaptation pour renforcer la résilience des villes face aux risques climatiques, notamment par la gestion des eaux pluviales, la prévention des inondations à travers des solutions fondées sur la nature et l'amélioration des systèmes de gestion des ressources en eau. Ces projets sont définis en fonction des contextes locaux des pays ciblés, à savoir le Brésil, la Colombie, l'Indonésie, le Mozambique et l'Afrique du Sud, et doivent contribuer de manière mesurable à la réduction des émissions, à l'amélioration de la résilience et à la mobilisation de co-financements publics et privés.

- **Lot 2** : D'une valeur maximale de **2,75 millions d'euros**, ce lot porte sur des prestations de conseil, consistant en des missions d'assistance technique auprès des banques de développement et dans une moindre mesure pour les municipalités. Le lot 2 du projet NUCA répond principalement à l'activité (A I.1) – *"Mainstreaming climate action into NDBs' urban finance and advisory."* Cette activité vise à renforcer les capacités des banques nationales de développement (BND) pour intégrer systématiquement les considérations climatiques dans leurs activités de financement urbain. Le lot 2 se concentre sur l'élaboration et l'application de programmes spécifiques de financement climatique urbain au sein des BND. Cela inclut le développement d'outils, de méthodologies et de processus permettant aux NDB d'évaluer les risques et opportunités liés au climat dans les projets urbains, d'améliorer leurs services de conseil et d'attirer des financements supplémentaires, tant publics que privés. Dans ce cadre, le lot 2 soutient également la mise en œuvre de formations et d'activités de renforcement des capacités auprès des équipes internes des BND. Il contribue à structurer et promouvoir des projets urbains alignés sur les objectifs climatiques, tout en garantissant que les projets financés présentent des co-bénéfices pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Cette activité est essentielle pour institutionnaliser le rôle des BND en tant que catalyseurs de la transition écologique dans les villes, en intégrant pleinement la dimension climatique dans leur modèle opérationnel et leurs partenariats avec les collectivités locales

A. ETUDES DE FAISABILITES POUR LES PROJETS URBAINS DES COLLECTIVITES LOCALES DANS LES 5 PAYS D'INTERVENTION

Les études de faisabilité pour la préparation des projets retenus dans le cadre de NUCA portera sur des projets urbains intégrés qui pourront concerner (sans que cela soit limitatif) :

- le développement de nouvelles zones urbaines ou le réaménagement de zones urbaines existantes (logements, infrastructures et réseaux, services sociaux, équipements marchands, industries);
- des projets spécifiquement axés sur le logement ;
- la réhabilitation de centres urbains historiques ;
- des projets de développement urbain avec des composantes sectorielles liées à la mobilité et aux transports urbains, à l'environnement (efficacité énergétique, énergie renouvelable, gestion des déchets solides), au renforcement institutionnel, au tourisme, au développement social, etc.

Le contrat faisant l'objet du présent Cahier des Clauses Techniques portera sur des projets urbains intégrés qui pourront concerner (sans que cela soit limitatif):

- **Appui à l'identification ou à l'instruction de projets NUCA (études de préféabilité et études de cadrage)**

Le Prestataire sera amené à conduire, seul ou accompagné de l'AFD, des missions de terrain dans les pays d'intervention du Programme afin d'identifier des projets de construction et/ou de rénovation susceptibles, au travers d'un appui du NUCA, d'engendrer une transformation des modes de faire dans le secteur du bâtiment. Il sera chargé de détailler le contenu d'un appui du NUCA qui devra comprendre au minimum :

- Une brève présentation du secteur et de l'importance du secteur pour le pays/le territoire ;
- Une brève présentation du projet : objectifs et contenu ;
- Un avis technique sur les ouvrages considérés et sur les mises à niveau nécessaires
- Une présentation des autres partenaires du projet ;
- Un avis technique sur la capacité de la maîtrise d'ouvrage, des équipes de maîtrise d'œuvre et des entreprises à mettre en œuvre et à maintenir le projet ;
- Le coût et le plan de financement comprenant la part estimée liée à l'intégration de mesures environnementales dans le projet;
- La contribution du projet aux enjeux de développement durable ;
- Une proposition chiffrée de dispositifs de suivi-évaluation sur une durée de 5 ans et selon le cadre préétabli ;
- Les principaux risques identifiés.

- **Réalisation des études de faisabilité** qui sont un prérequis indispensable pour définir les conditions de réalisation et de financement des projets. Les études s'attacheront à étudier les volets technique, économique, juridique, institutionnel et socio-environnemental du projet. Elles justifieront de la pertinence et de la faisabilité du projet. D'autres études préliminaires peuvent être financées comme des études de préféabilité et des travaux d'ingénierie de base et d'ingénierie d'avant-projet

Transport:

- **Réaliser des études de faisabilité d'un réseau de transport public** (bus, tramway, métro) : analyser les besoins en mobilité, évaluer les tracés possibles, estimer les

- coûts d'investissement et d'exploitation, et identifier les impacts environnementaux et sociaux potentiels.
- **Réaliser des études de faisabilité d'impact environnemental d'un projet de transport** : analyser les effets du projet sur la qualité de l'air, le bruit, la biodiversité et les ressources naturelles, et proposer des mesures d'atténuation adaptées.
 - **Réaliser des études de faisabilité pour des infrastructures cyclables et piétonnes** : identifier les besoins des usagers, analyser les itinéraires potentiels, estimer les coûts de mise en œuvre et évaluer les bénéfices en termes de mobilité durable.
 - **Réaliser des études de faisabilité sur le verdissement ou l'amélioration d'un moyen de transport public** : évaluer les options de transition vers des technologies propres (électrification, biocarburants, hydrogène), analyser les impacts environnementaux et économiques, identifier les besoins en infrastructures de soutien (stations de recharge, maintenance), et proposer un plan de mise en œuvre adapté aux contraintes locales et aux objectifs de réduction des émissions de carbone.
 - **Réaliser des études de faisabilité de viabilité économique et financière d'un projet de transport** : évaluer les sources de financement possibles, calculer la rentabilité du projet à long terme et analyser les risques financiers pour garantir sa soutenabilité.
 - **Réaliser des études de faisabilité d'analyse des solutions de mobilité intelligente** : examiner les technologies disponibles, proposer des solutions adaptées au contexte local et mesurer les gains en efficacité et en fluidité.
 - **Réaliser des études de faisabilité d'analyse des solutions de mobilité intelligente**: évaluer les différentes technologies disponibles, telles que les systèmes de gestion du trafic en temps réel, la billetterie intégrée, et les applications de mobilité partagée, afin de déterminer leur pertinence en fonction des besoins et contraintes locales. L'étude vise à identifier les solutions les plus adaptées pour améliorer la fluidité du trafic, réduire la congestion et optimiser l'expérience des usagers, tout en tenant compte des infrastructures existantes et des capacités financières des opérateurs. Enfin, une analyse approfondie des gains potentiels en termes d'efficacité opérationnelle, d'impact environnemental et de sécurité permettra de définir un plan d'implémentation réaliste et durable.
 - **Réaliser des études de faisabilité d'intégration intermodale des réseaux de transport** : analyser les connexions entre les différents modes de transport, proposer des solutions pour améliorer la correspondance et optimiser les temps de trajet pour les usagers.
 - **Réaliser des études de faisabilité sur les systèmes de billettique et de tarification** : analyser les différentes solutions technologiques disponibles (cartes sans contact, paiement mobile, QR codes, biométrie) afin d'identifier celles qui sont les plus adaptées au contexte local en termes d'accessibilité, de coût et de facilité de déploiement. Il s'agit également d'examiner les comportements des usagers, leurs préférences et leurs attentes en matière de flexibilité et de simplicité d'utilisation, en s'appuyant sur des enquêtes et des études de fréquentation. L'étude doit inclure une analyse économique et financière pour optimiser les recettes du

transport public en définissant des grilles tarifaires incitatives, des modèles d'abonnement attractifs et des stratégies de fidélisation des usagers.

Infrastructures :

- **Réaliser des études de faisabilité pour la réhabilitation d'infrastructures existantes.** Analyser l'état actuel des infrastructures (routes, ponts, bâtiments publics, réseaux d'eau et d'énergie) afin d'identifier les besoins en rénovation et en modernisation. Évaluer les coûts de mise à niveau, les normes techniques et environnementales à respecter, et les options de financement disponibles. Proposer des solutions durables pour prolonger la durée de vie des infrastructures tout en améliorant leur efficacité et leur résilience face aux risques.
- **Réaliser des études sur la résilience urbaine face aux risques naturels (inondations, séismes).** Identifier les vulnérabilités des infrastructures urbaines face aux catastrophes naturelles et évaluer leur niveau de résilience actuel. Proposer des solutions d'adaptation telles que l'aménagement de zones tampons, le renforcement des bâtiments critiques et l'amélioration des systèmes d'alerte précoce. Analyser les coûts et bénéfices des différentes options d'adaptation en prenant en compte les impacts sociaux et économiques.
- **Réaliser des études d'aménagement des espaces publics et des voiries urbaines** Analyser les besoins en espaces publics et voiries en fonction de l'évolution démographique et des flux de circulation. Proposer des aménagements favorisant la mobilité durable, l'accessibilité pour tous, et l'amélioration de la qualité de vie urbaine. Étudier les aspects techniques, environnementaux et financiers pour garantir la mise en œuvre de solutions adaptées aux réalités locales.
- **Réaliser des études de faisabilité pour des infrastructures de marché public (marchés de gros, abattoirs, zones de pêche...etc.)** Évaluer les besoins en infrastructures commerciales pour répondre aux exigences des acteurs économiques locaux. Analyser les flux de marchandises, les exigences sanitaires et réglementaires, ainsi que les impacts économiques du projet. Proposer des solutions d'aménagement et de gestion durable pour garantir un fonctionnement optimal et inclusif.
- **Réaliser des études d'analyse des besoins en infrastructures de santé et d'éducation** Examiner l'accessibilité, la capacité et la qualité des infrastructures existantes dans le domaine de la santé et de l'éducation. Identifier les lacunes en matière d'équipements et de services pour répondre aux besoins actuels et futurs de la population. Proposer des solutions d'extension ou de modernisation en tenant compte des contraintes budgétaires et des priorités locales.
- **Réaliser des études de faisabilité pour des infrastructures énergétiques urbaines (réseaux de chaleur, éclairage public).** Analyser les besoins en infrastructures énergétiques pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Identifier les technologies adaptées, telles que les réseaux de chaleur urbains et les solutions d'éclairage intelligent. Étudier les opportunités de financement et les modèles de gestion les plus adaptés au contexte local.

- **Réaliser des études de faisabilité pour le développement des infrastructures sportives et culturelles**
Évaluer les besoins en équipements sportifs et culturels pour favoriser l'inclusion sociale et dynamiser l'attractivité urbaine. Analyser les modèles de gestion, les sources de financement et les impacts socio-économiques des projets envisagés.
- **Réaliser des études de faisabilité pour le développement de zones économiques et logistiques.** Analyser les opportunités de développement de nouvelles zones économiques et logistiques pour stimuler l'emploi et l'investissement local. Étudier l'implantation des infrastructures en fonction des flux de transport et des besoins en connectivité.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la gestion durable des infrastructures urbaines vertes.** Examiner les possibilités d'intégration d'espaces verts dans les projets d'infrastructure pour améliorer la qualité de vie et la résilience urbaine. Identifier les solutions adaptées telles que les toitures végétalisées, les parcs urbains et les corridors écologiques.
- **Réaliser des études de faisabilité pour les infrastructures numériques et de smart city.** Analyser les besoins en connectivité et en digitalisation pour améliorer la gestion urbaine et les services aux citoyens. Étudier les options de déploiement des réseaux de communication intelligents, des systèmes de gestion urbaine et des capteurs IoT.
- **Réaliser des études de faisabilité pour les infrastructures de mobilité douce (pistes cyclables, zones piétonnes)**
Évaluer les besoins en infrastructures pour promouvoir les modes de déplacement alternatifs et réduire la dépendance aux véhicules motorisés. Analyser les bénéfices environnementaux et sociaux des infrastructures proposées.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la gestion des infrastructures d'assainissement urbain**
Analyser les besoins en infrastructures pour la gestion des eaux usées et pluviales dans les zones urbaines denses. Étudier les options de traitement et de réutilisation de l'eau pour une gestion durable.
- **Réaliser des études de faisabilité pour les infrastructures de mobilité partagée**
Examiner les possibilités de mise en place de services de mobilité partagée tels que le covoiturage, les vélos en libre-service et les navettes électriques. Étudier les modèles économiques et les besoins en infrastructures associées.
- **Réaliser des études de faisabilité pour les infrastructures de résilience climatique urbaine**
Analyser les impacts des changements climatiques sur les infrastructures urbaines et proposer des solutions adaptées pour renforcer leur résilience. Évaluer les coûts et bénéfices des investissements en infrastructures vertes et grises.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la gestion des infrastructures de déchets urbains.** Analyser les infrastructures nécessaires pour la collecte, le tri et le traitement des déchets urbains afin d'améliorer l'efficacité du service et de réduire les impacts environnementaux. Étudier les modèles de gestion durable et les possibilités de valorisation des déchets.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la rénovation des infrastructures patrimoniales urbaines.** Évaluer l'état des infrastructures patrimoniales, proposer

des solutions de conservation et de valorisation, et étudier les sources de financement pour assurer leur préservation à long terme.

- **Réaliser des études de faisabilité pour les infrastructures d'accessibilité et d'inclusion urbaine.** Analyser les besoins en infrastructures accessibles pour les personnes à mobilité réduite et autres groupes vulnérables. Proposer des solutions adaptées pour améliorer l'accessibilité des espaces publics et des transports.

Eau et assainissement:

- **Réaliser des études de faisabilité d'un réseau d'adduction d'eau potable**
Analyser les besoins actuels et futurs en eau potable de la population en tenant compte de la croissance démographique et de l'urbanisation. Identifier les sources d'approvisionnement en eau, évaluer leur capacité et leur qualité, et déterminer les infrastructures nécessaires pour assurer une distribution efficace et continue. Étudier les options techniques, financières et environnementales pour optimiser la gestion des ressources et proposer des solutions adaptées aux contraintes locales.
- **Réaliser des études de faisabilité pour un réseau d'assainissement des eaux usées**
Évaluer les besoins en assainissement en fonction des caractéristiques démographiques et industrielles de la zone concernée, et analyser les infrastructures existantes. Étudier les solutions techniques, telles que les réseaux séparatifs ou unitaires, les stations d'épuration, et les technologies de traitement adaptées. Identifier les impacts environnementaux, les coûts d'investissement et d'exploitation, ainsi que les options de financement pour assurer la viabilité du projet à long terme.
- **Réaliser des études de faisabilité d'impact environnemental et social des projets d'eau et d'assainissement.** Analyser les conséquences environnementales des projets sur les écosystèmes locaux, les ressources en eau et la santé publique. Identifier les impacts sociaux, notamment en termes de déplacements de populations, d'accès équitable aux services et d'acceptabilité sociale. Proposer des mesures d'atténuation pour minimiser les risques et maximiser les bénéfices environnementaux et sociaux, conformément aux réglementations en vigueur et aux bonnes pratiques internationales.
- **Réaliser des études sur les pertes en eau et les solutions d'optimisation des réseaux**
Diagnostiquer les pertes physiques et commerciales sur le réseau d'eau potable à travers des audits techniques et l'utilisation de technologies de détection des fuites. Proposer des solutions pour améliorer la performance du réseau, telles que la sectorisation, le renouvellement des infrastructures vieillissantes et la mise en place de systèmes de monitoring intelligents. Estimer les bénéfices économiques et environnementaux associés à la réduction des pertes en eau.
- **Réaliser des études de faisabilité pour le traitement et la réutilisation des eaux usées**
Évaluer la pertinence des technologies de traitement des eaux usées pour leur réutilisation dans l'irrigation, l'industrie ou la recharge des nappes phréatiques.

Analyser les aspects réglementaires, sanitaires et environnementaux pour garantir une réutilisation sûre et durable. Étudier les modèles économiques et institutionnels permettant d'assurer la viabilité financière et la pérennité des infrastructures de réutilisation.

- **Réaliser des analyses économiques et financières d'un projet d'alimentation en eau**

Déterminer les coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance d'un projet d'alimentation en eau potable, tout en identifiant les sources de financement potentielles. Évaluer la rentabilité du projet en fonction des tarifs de l'eau, des subventions possibles et des mécanismes de recouvrement des coûts. Proposer des stratégies de gestion financière et de gouvernance pour assurer la durabilité économique du service.

- **Réaliser des études de faisabilité de solutions de gestion des eaux pluviales**

Analyser les problèmes d'inondation et d'écoulement des eaux pluviales en milieu urbain afin de proposer des solutions adaptées, telles que les bassins de rétention, les drains urbains ou les infrastructures vertes. Évaluer les bénéfices en termes de réduction des risques d'inondation et d'amélioration de la résilience urbaine face aux changements climatiques. Étudier les aspects techniques, financiers et environnementaux pour assurer une gestion efficace et durable des eaux pluviales.

- **Réaliser des études d'adaptation aux changements climatiques pour la gestion de l'eau.**

Analyser les impacts du changement climatique sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau, en identifiant les risques de sécheresse, d'inondation et de pollution. Proposer des stratégies d'adaptation telles que la diversification des sources d'eau, l'amélioration de l'efficacité des infrastructures existantes et la promotion de pratiques durables de gestion de l'eau. Évaluer les investissements nécessaires pour renforcer la résilience des infrastructures hydriques aux aléas climatiques.

Déchets :

- **Réaliser des études de faisabilité pour la mise en place d'un système de gestion des déchets solides.**

Analyser la production de déchets dans la zone concernée en tenant compte des sources résidentielles, industrielles et commerciales. Évaluer les infrastructures existantes, identifier les lacunes et proposer un système intégré comprenant la collecte, le transport, le tri et l'élimination finale. Étudier les options techniques et financières en mettant l'accent sur la durabilité environnementale et la viabilité économique.

- **Réaliser des études de collecte sélective et de tri à la source des déchets**

Examiner les pratiques actuelles de tri des déchets, identifier les flux prioritaires (plastique, papier, organique, etc.), et analyser les comportements des usagers. Proposer des solutions adaptées pour améliorer la collecte sélective, en intégrant

des équipements modernes et des campagnes de sensibilisation. Évaluer les coûts et les bénéfices environnementaux, sociaux et économiques d'une telle initiative.

- **Réaliser des études d'impact environnemental et social d'une décharge ou centre de traitement**

- Évaluer les effets potentiels d'une décharge ou d'un centre de traitement des déchets sur l'environnement, notamment en termes de pollution des sols, de l'air et des eaux souterraines. Analyser les impacts sociaux tels que les déplacements de population, les nuisances et les opportunités économiques pour les communautés locales. Proposer des mesures d'atténuation et des alternatives plus respectueuses de l'environnement.

- **Réaliser des études de faisabilité de valorisation des déchets (recyclage, compostage, incinération)**

Identifier les technologies les plus appropriées pour valoriser les différents types de déchets, en fonction des volumes générés et des possibilités de marché. Analyser les infrastructures nécessaires, les modèles économiques et les impacts environnementaux pour assurer une gestion circulaire efficace. Étudier les possibilités de partenariat public-privé pour garantir la rentabilité du projet.

- **Réaliser des études sur l'économie circulaire et la gestion des déchets urbains**

Examiner les opportunités de transition vers une économie circulaire en favorisant la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets dans les villes. Proposer des solutions pour intégrer les acteurs locaux (collecteurs informels, entreprises de recyclage, citoyens) et promouvoir des modèles de production et de consommation durables. Identifier les incitations financières et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ces stratégies.

- **Réaliser des études de faisabilité d'une infrastructure de stockage de déchets dangereux**

Analyser les types et les volumes de déchets dangereux produits dans la zone cible et évaluer les risques associés pour la santé publique et l'environnement. Identifier les normes de sécurité et les exigences réglementaires applicables pour concevoir une installation de stockage sécurisée et conforme. Proposer des solutions de traitement et de suivi pour minimiser les risques de contamination.

- **Réaliser des études sur l'optimisation des circuits de collecte des déchets**

Analyser les itinéraires et les fréquences actuels de collecte des déchets afin d'identifier les inefficacités et les points d'amélioration. Proposer des solutions basées sur des outils de gestion intelligente (GPS, suivi en temps réel, sectorisation), visant à réduire les coûts de transport et les émissions de gaz à effet de serre. Évaluer les impacts économiques et opérationnels des nouvelles propositions d'optimisation.

- **Réaliser des études de faisabilité pour la mise en place de centres de tri et de recyclage**

Analyser les besoins en infrastructures pour le tri et le recyclage des déchets en fonction des volumes et types de déchets produits localement. Évaluer les options technologiques pour maximiser la récupération des matériaux valorisables tout en réduisant les coûts d'exploitation. Étudier les modèles de gouvernance et de financement pour assurer la viabilité économique du projet et son intégration dans la chaîne de gestion des déchets.

- **Réaliser des études de faisabilité pour la production d'énergie à partir des déchets (waste-to-energy)**
Examiner les possibilités de transformation des déchets en énergie via des technologies telles que l'incinération, la méthanisation ou la gazéification. Analyser les potentiels de production d'énergie en fonction des flux de déchets disponibles et des besoins énergétiques locaux. Évaluer les impacts environnementaux et économiques pour déterminer la rentabilité et la durabilité du projet.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la gestion des déchets industriels et dangereux**
Identifier les types de déchets industriels produits par les différentes activités économiques locales et évaluer les risques environnementaux et sanitaires associés. Proposer des solutions de collecte, de stockage et de traitement conformes aux réglementations en vigueur. Étudier les opportunités de valorisation de certains flux spécifiques et les mécanismes de financement pour la mise en œuvre du projet.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la gestion des biodéchets et la mise en place de compostage**
Analyser les quantités et la nature des biodéchets générés par les ménages, les restaurants et les marchés afin de proposer des solutions de collecte et de traitement adaptées. Étudier la faisabilité de la mise en place d'unités de compostage centralisées ou décentralisées, en évaluant les impacts économiques, environnementaux et sociaux. Identifier les débouchés potentiels pour le compost produit et les modèles de financement du projet.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la réduction et la prévention de la production de déchets**
Évaluer les pratiques actuelles de consommation et de gestion des déchets afin d'identifier les opportunités de réduction à la source. Proposer des stratégies et des campagnes de sensibilisation pour encourager les comportements responsables des citoyens et des entreprises. Étudier les incitations économiques, réglementaires et organisationnelles pour promouvoir des modes de production et de consommation plus durables.

Logement et urbanisme :

- **Réaliser des études de faisabilité pour des projets de logements**
Analyser les besoins en logement des populations à faible revenu, en tenant compte de la croissance démographique et des dynamiques socio-économiques. Identifier les terrains adaptés, les modèles de financement possibles et les normes de construction à respecter. Proposer des solutions durables et abordables qui répondent aux exigences de qualité et d'efficacité énergétique.
- **Réaliser des études sur les dynamiques foncières et immobilières urbaines**
Examiner l'évolution du marché immobilier, la disponibilité du foncier et les tendances de l'urbanisation. Analyser les facteurs influençant l'offre et la demande en logements et infrastructures. Proposer des stratégies d'aménagement pour favoriser un développement équilibré et inclusif, en tenant compte des réglementations locales.

- **Réaliser des études d'optimisation de la densification urbaine et du développement durable.** Analyser les opportunités de densification des zones urbaines pour limiter l'étalement urbain et optimiser l'utilisation des infrastructures existantes. Identifier les meilleures pratiques d'urbanisme durable, en intégrant les espaces verts, la mixité fonctionnelle et les modes de transport doux. Proposer des scénarios d'aménagement compatibles avec les objectifs de développement durable.
- **Réaliser des études d'impact social des projets de logements collectifs** Évaluer les effets des projets de logement collectif sur les communautés locales, en tenant compte des aspects sociaux, économiques et culturels. Identifier les risques de gentrification, d'exclusion sociale et de pression sur les infrastructures urbaines. Proposer des mesures d'atténuation et des solutions inclusives pour favoriser une mixité sociale équilibrée.
- **Réaliser des études sur les modèles de financement pour les projets de logement abordable.** Analyser les mécanismes de financement disponibles, tels que les partenariats public-privé, les subventions et les incitations fiscales. Identifier les sources de financement adaptées et proposer des modèles économiques durables pour garantir l'accessibilité des logements à long terme. Évaluer les risques financiers et les mesures d'atténuation pour assurer la viabilité des projets.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la rénovation de l'habitat informel.** Identifier les solutions de régularisation et d'amélioration des quartiers informels en tenant compte des besoins des habitants et des contraintes réglementaires. Proposer des solutions de réhabilitation participative et durable en intégrant les services de base et en améliorant les conditions de vie.
- **Réaliser des études de faisabilité pour l'intégration des logements dans les stratégies de résilience urbaine.** Analyser les vulnérabilités des quartiers résidentiels face aux risques naturels et au changement climatique. Proposer des solutions d'adaptation architecturale et urbanistique pour renforcer la résilience des logements face aux inondations, aux températures extrêmes et aux catastrophes naturelles.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la mixité fonctionnelle dans les projets d'urbanisme.** Examiner les possibilités d'intégration de logements, commerces, bureaux et équipements publics dans un même espace urbain. Proposer des solutions de zonage et de planification favorisant la mixité sociale et la vitalité économique des quartiers.
- **Réaliser des études sur la gestion foncière pour le développement de nouveaux quartiers.** Analyser les cadres juridiques et institutionnels relatifs à l'accès au foncier et proposer des stratégies de sécurisation foncière. Identifier les mécanismes permettant d'assurer un développement urbain équitable et inclusif tout en préservant l'environnement.
- **Réaliser des études de faisabilité pour le développement de logements modulaires et temporaires.** Évaluer les solutions de logements modulaires pour répondre aux besoins en cas de crise humanitaire, de déplacements de populations ou de besoins temporaires de logement. Analyser les coûts, les délais de mise en œuvre et les impacts sociaux pour garantir une réponse rapide et efficace.

- **Réaliser des études de faisabilité pour le logement des populations vulnérables.** Identifier les besoins spécifiques des populations vulnérables (personnes âgées, réfugiés, sans-abri) et proposer des solutions adaptées en matière de logement et d'accompagnement social. Étudier les modèles de financement et les politiques publiques pouvant soutenir ces initiatives.
- **Réaliser des études sur la digitalisation des processus de planification urbaine et de logement.** Examiner les outils numériques permettant d'améliorer la conception, la gestion et le suivi des projets de logement et d'urbanisme. Proposer des solutions de cartographie interactive, de participation citoyenne en ligne et de gestion des données pour optimiser la prise de décision.
- **Réaliser des études de faisabilité pour la requalification des friches urbaines en espaces résidentiels.** Identifier les opportunités de transformation des friches industrielles ou urbaines en quartiers résidentiels en tenant compte des contraintes environnementales et économiques. Proposer des solutions de requalification durable et d'intégration des nouvelles infrastructures dans le tissu urbain existant.
- **Réaliser des études de faisabilité pour les politiques de lutte contre l'étalement urbain.** Analyser les dynamiques d'étalement urbain et proposer des stratégies pour favoriser un développement compact et durable des villes. Étudier les instruments réglementaires et fiscaux permettant d'encourager la densification maîtrisée.
- **Réaliser des études sur l'accessibilité et la mobilité autour des zones résidentielles**
Évaluer la connectivité des zones résidentielles aux infrastructures de transport public et aux services essentiels. Proposer des solutions d'amélioration de l'accessibilité pour encourager une mobilité durable et inclusive.

Autres types d'études de faisabilité :

- **Réaliser des études d'impact environnemental et social**, qui permettent d'éviter ou atténuer les impacts environnementaux et sociaux des projets et de repousser les projets complexes, notamment en termes de déplacements de populations. Dans la mesure du possible, ces projets à fort risques environnementaux et sociaux potentiels seront identifiés et écartés en amont, avant un financement NUCA. En lien avec les procédures AFD, réalisation de plans de gestion environnementaux et sociaux.
- **Appuyer la préparation des projets retenus aux normes des institutions financières** nationales aux points de vue économique, financier, environnemental, technique, de passations de marché et selon la nature du financement (prêt ou don) ;
- **Renforcer les capacités des maitrises d'ouvrage et des promoteurs des projets** sur les volets :
 - institutionnel, législatif et réglementaire ;

- de la planification urbaine : formulation des politiques et stratégies, documents d'urbanisme...
- de la gestion et du suivi des projets, de l'optimisation de l'organisation, du développement des ressources humaines...

À ce stade, sans que cela ne soit exhaustif ni engageant, les secteurs prioritaires identifiés par géographie sont les suivants :

B. ASSISTANCE TECHNIQUE AU BANQUES PUBLIQUES DE DEVELOPPEMENT

Stratégie et gouvernance

- **Diagnostic stratégique des capacités institutionnelles**
Analyser la structure organisationnelle, les processus décisionnels et les capacités opérationnelles pour identifier les axes d'amélioration. Proposer des recommandations stratégiques pour renforcer l'efficacité et l'agilité des BNDs face aux défis urbains. Assurer l'alignement des objectifs institutionnels avec les stratégies nationales et internationales de développement durable.
- **Renforcement des cadres de gouvernance ESG**
Aider les BNDs à intégrer les principes ESG dans leurs processus de prise de décision et leurs mécanismes de suivi. Développer des outils et des formations pour renforcer l'engagement des parties prenantes et assurer la conformité aux standards internationaux. Accompagner les BNDs dans la mise en place d'indicateurs de suivi ESG et de reporting transparent.
- **Élaboration de feuilles de route stratégiques pour le climat**
Définir des objectifs clairs et des actions prioritaires alignées sur les politiques nationales et les engagements internationaux, comme l'Accord de Paris. Assurer l'intégration des considérations climatiques dans les décisions d'investissement et les stratégies de portefeuille. Proposer des outils de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des actions climatiques adoptées.
- **Analyse des risques institutionnels liés au climat**
Évaluer les vulnérabilités institutionnelles face aux risques climatiques et proposer des mécanismes d'atténuation adaptés. Développer des scénarios prospectifs pour mieux anticiper les impacts des changements climatiques sur les investissements urbains.
- **Développement de partenariats stratégiques**
Identifier des opportunités de collaboration avec des institutions multilatérales, des gouvernements locaux et des acteurs privés pour cofinancer des projets urbains durables. Élaborer des protocoles d'accord et des stratégies de coopération à long terme.

Renforcement des capacités institutionnelles :

- **Identification des besoins de formation du personnel des BNDs**
Réaliser une évaluation des compétences et des écarts de connaissances pour concevoir des programmes de formation adaptés. Prioriser les domaines liés au financement climatique, à l'évaluation des risques et à l'innovation financière.
- **Création de réseaux d'apprentissage entre pairs**
Mettre en place des groupes de travail et des forums d'échange pour favoriser le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les différentes BNDs. Organiser des visites d'étude pour apprendre de projets réussis.
- **Formation aux instruments financiers climatiques**
Dispenser des formations sur les instruments financiers innovants comme les obligations vertes, les garanties de crédit et le financement mixte. Développer des capacités pour structurer des projets bancables adaptés aux réalités locales.
- **Développement de méthodologies de suivi et d'évaluation**
Concevoir des cadres de suivi axés sur les résultats pour évaluer l'impact des projets financés et ajuster les stratégies en conséquence. Fournir des outils et des indicateurs pour un reporting efficace.

Outils et méthodologies :

- **Développement d'outils d'évaluation d'impact climatique des projets urbains**
Concevoir des outils permettant d'évaluer les émissions de gaz à effet de serre (GES), la consommation d'énergie et l'adaptabilité des projets urbains face aux changements climatiques. Ces outils doivent aider les BNDs et les municipalités à identifier les opportunités d'amélioration en matière de performance environnementale. Ils permettront également de suivre l'impact climatique des projets financés et de garantir leur alignement avec les engagements nationaux et internationaux.
- **Développement de cadres méthodologiques pour la priorisation des investissements urbains**
Élaborer des méthodologies permettant d'identifier et de classer les projets urbains en fonction de critères de durabilité, d'impact socio-économique et de faisabilité financière. Ces cadres permettent aux BNDs d'allouer efficacement les ressources disponibles et de maximiser l'impact des financements. Un cadre de priorisation structuré contribue à améliorer la planification stratégique et à renforcer la confiance des investisseurs.
- **Développement d'outils d'analyse des risques financiers des collectivités locales**
Élaborer des outils de notation des risques pour aider les municipalités à mieux comprendre leurs capacités financières et anticiper les défis liés à leurs investissements.
- **Mise en place de plateformes de données urbaines**
Créer des systèmes de collecte et de gestion de données pour suivre la performance des projets et fournir des insights en temps réel pour la prise de décision.
- **Intégration de la gestion des risques climatiques dans les outils financiers**
Mettre en place des méthodologies pour évaluer et intégrer les risques

climatiques dans les décisions d'investissement, en tenant compte des aléas naturels et des évolutions réglementaires. Cela inclut l'analyse des risques physiques (inondations, vagues de chaleur) et des risques de transition (réglementation carbone). L'objectif est de minimiser les impacts financiers négatifs et d'améliorer la résilience des investissements urbains.

- **Élaboration de méthodologies de mesure des co-bénéfices des projets urbains**
Concevoir des outils permettant d'évaluer les impacts sociaux, économiques et environnementaux des infrastructures financées. Ces méthodologies prennent en compte des aspects tels que la création d'emplois, l'amélioration de la qualité de l'air et l'accès aux services essentiels. Elles permettent aux décideurs de mieux valoriser les externalités positives des projets et d'améliorer leur acceptabilité sociale.
- **Développement d'indicateurs de performance spécifiques aux infrastructures urbaines durables**
Identifier et standardiser des indicateurs clés de performance (KPIs) adaptés aux infrastructures urbaines, couvrant des aspects comme l'efficacité énergétique, l'utilisation des ressources et la résilience. Ces indicateurs aident les BNDs à suivre et à évaluer de manière objective les progrès réalisés par les projets financés. Ils permettent aussi d'assurer une communication efficace avec les investisseurs et les parties prenantes.

Développement du portefeuille urbain :

- **Analyse de la demande de financement urbain**
Étudier les tendances de développement urbain et identifier les secteurs prioritaires nécessitant des interventions financières urgentes.
- **Conception de produits financiers dédiés aux infrastructures climatiques**
Élaborer des produits financiers flexibles et adaptés aux spécificités des projets urbains, en tenant compte des contraintes budgétaires des municipalités.
- **Évaluation des opportunités d'investissement**
Analyser les zones urbaines présentant un fort potentiel de développement et recommander des investissements stratégiques pour maximiser l'impact économique et social.

Communication et sensibilisation :

- **Amélioration de la stratégie de communication des BNDs**
Redéfinir les messages clés et les canaux de communication pour mieux engager les municipalités, investisseurs et partenaires de développement.
- **Développement de campagnes de sensibilisation sur les infrastructures durables**
Promouvoir les avantages des projets climatiques auprès du grand public et des décideurs pour renforcer l'adhésion et le soutien aux initiatives vertes.
- **Mise en place d'une plateforme interactive de sensibilisation pour les municipalités**
Créer une plateforme en ligne dédiée aux collectivités locales, fournissant des ressources pédagogiques, des outils interactifs et des études de cas sur les infrastructures durables. Cet espace facilitera l'échange d'expériences et de

bonnes pratiques, renforçant ainsi les capacités locales en matière de gestion et de financement des projets climatiques.

- **Organisation de webinaires et séminaires pour les parties prenantes**
Offrir une plateforme de discussion et de partage d'expériences entre les acteurs locaux et internationaux pour mieux comprendre les enjeux des infrastructures durables.
- **Développement d'une série de webinaires et podcasts sur le financement climatique**
Concevoir et diffuser des webinaires et podcasts interactifs abordant des thématiques spécifiques comme le financement vert, la gestion des risques urbains et les opportunités d'investissement. Ces formats accessibles permettront d'impliquer un public diversifié et d'élargir la portée des messages des BNDs.
- **Création d'un réseau d'ambassadeurs climatiques**
Identifier et former des leaders d'opinion locaux (élus, entrepreneurs, associations) pour qu'ils deviennent des porte-paroles des initiatives climatiques financées par les BNDs. Ces ambassadeurs joueront un rôle clé dans la sensibilisation du grand public et la promotion des infrastructures urbaines résilientes.
- **Développement de partenariats avec les médias pour amplifier les messages**
Collaborer avec des médias locaux et internationaux pour assurer une couverture médiatique régulière des initiatives de financement climatique. Ces partenariats permettront de diffuser des reportages, interviews et articles mettant en avant les succès et les impacts positifs des projets soutenus par les BNDs.

4. LIVRABLES

Les prestations à réaliser dans le cadre de bons de commandes ou d'**appels d'offres restreint** dépendront de la nature et de l'importance des demandes d'assistance technique. L'AFD pourra également lancer un appel d'offres multitâches pour un projet, ou plusieurs appels d'offres plus limités pour le même projet.

Pour l'ensemble de ces missions, les livrables prendront des formes adaptées en fonction de la nature et de l'ampleur des prestations qui seront précisées dans les termes de référence des marchés d'assistance technique par la suite lancés par l'AFD.

Ces livrables seront de deux natures différentes :

- des rapports spécifiques qui pourront être à titre indicatif des diagnostics, termes de références, cahiers des charges, conclusions et recommandations techniques / financières / technologiques / environnementales, avis et recommandations sur les documents produits par les promoteurs afin de les mettre au niveau requis par les bailleurs, documents de programmation ou organisationnels, plans d'actions ou de mise en œuvre, plans de management de projet, planning d'exécution, guides ou documents à caractère méthodologique, aides mémoires, etc ;

- des rapports d'établissement, de suivi et de reporting qui prendront généralement la forme:
 - d'un rapport de démarrage précisant la méthodologie, le déroulement et l'organisation de la mission d'AT que le prestataire aura à réaliser, les moyens en personnel proposés, le planning envisagé et les indicateurs de suivi des activités en complément de son offre technique ;
 - d'un ou plusieurs rapports d'activité périodiques et de suivi en fonction de la durée de la prestation ;
 - d'un rapport d'activité final.

Exigences vis-à-vis du prestataire dans le déroulement de la prestation

L'AFD exige de ses prestataires une excellence technique en premier lieu, mais également de véritables qualités relationnelles, dans des contextes variés et en particulier dans les pays considérés par le programme.

6 . RESSOURCES NÉCESSAIRES

6.1. Equipe d'experts

Le montage souhaité pour chaque bon de commande ou marché est une collaboration, soit par sous-traitance ou co-traitance, entre des entreprises internationales et des entreprises et experts locaux. La division de la charge de travail doit être équilibrée entre les membres du groupements locaux et internationaux.

Pour remplir chaque mission, le prestataire devra nécessairement collaborer avec une entreprise d'expertise locale du pays d'exécution et mettra à disposition une équipe d'experts dans les domaines suivants :

Lot 1:

- **Expertises principales**

- Planification urbaine et aménagement urbain
- Financement et montage de projets
- Appui institutionnel et renforcement des capacités
- Impact social et environnemental
- Communication et partage des connaissances

- **Expertises complémentaires**

- Mobilité et transports
- Logement
- Développement et économie locale /analyse financière municipale
- Patrimoine / tissus anciens
- Efficacité énergétique et énergies renouvelables
- Infrastructures et services urbains

- Déchets
- Eau et assainissement
- Appui juridique
- Traduction

Lot 2:

- **Expertises principales**

- Stratégie institutionnelle et gouvernance climatique
- Développement de produits financiers verts
- Financement climatique et structuration de projets
- Gestion des risques financiers et climatiques
- Réglementation financière et conformité ESG
- Développement et gestion de portefeuilles urbains
- Évaluation d'impact environnemental et social
- Outils et méthodologies de suivi et d'évaluation
- Communication stratégique et engagement des parties prenantes
- Mobilisation de capitaux publics et privés
- Partenariats public-privé et coopération internationale

- **Expertises complémentaires**

- Innovation et solutions numériques pour la finance verte
- Intégration du genre et inclusion sociale dans les projets climatiques
- Résilience urbaine et adaptation aux changements climatiques
- Infrastructures
- Gouvernance locale et renforcement des capacités institutionnelles
- Suivi, évaluation et reporting extra-financier
- Communication digitale et sensibilisation au climat
- Cartographie et gestion des données climatiques

D'autres expertises (par exemple foncier, biodiversité, tourisme, processus de participation des populations, ..) pourront au besoin être nécessaires en fonction de la nature des demandes ou de l'évolution des projets.

Pour répondre aux expertises principales et complémentaires, les soumissionnaires devront obligatoirement prévoir des spécialistes dans les secteurs concernés ayant une expérience de plus de 10 ans et plus particulièrement les régions concernées. Les compétences d'un spécialiste donné peuvent couvrir plusieurs expertises différentes.

Ils prévoient également de mobiliser des experts juniors (moins de 10 ans d'expérience) ainsi que des experts locaux (avec une part importante du marché à déterminer - entre 40 et 70% -) dans les pays considérés par le programme qui pourront intervenir en appui aux experts seniors, ou séparément, en fonction de la nature des missions d'assistance technique et des besoins en personnel à prévoir. Les experts locaux pourront être soit des personnels des succursales ou des bureaux locaux du candidat / groupement, soit des

experts indépendants. Ils pourront également intervenir en tant qu'experts principaux ou complémentaires du soumissionnaire.

L'approche prévue pour l'intervention des experts juniors et des experts locaux sera laissée à l'appréciation des soumissionnaires. Elle fera l'objet de commentaires spécifiques au chapitre « Description de l'approche, méthodologie et de l'organisation de travail en réponse aux termes de référence » du Cadre de Réponse Technique. Les soumissionnaires pourront également utiliser les tableaux 1 - Experts principaux et complémentaires proposés et 2 - Experts locaux prévus figurant au Cadre de Réponse technique (CRT).

En fonction des attentes du programme, de la méthodologie proposée, le soumissionnaire pourra prévoir, dans sa proposition, de recourir à d'autres experts de façon à couvrir les différents domaines et thématiques du programme précisés au chapitre 5 mais aussi répondre à des tâches spécifiques exigeant des compétences particulières en fonction des demandes et des caractéristiques des projets.

Tous les spécialistes devront être libres de conflits d'intérêts dans le cadre des responsabilités qui leur sont confiées.

Compte tenu de la variété des thèmes et activités proposés, et afin de permettre de répondre de manière pertinente et optimale aux marchés subséquents, le soumissionnaire pourra dans sa réponse mobiliser en sous-traitance l'expertise d'autres sociétés ou consultants spécialisés.

Les soumissionnaires devront stipuler le statut des experts dont ils présentent des curriculums vitae et qu'ils proposent pour exécuter les expertises principales ou complémentaires:

- permanent du prestataire soumissionnaire,
- permanent d'un autre organisme en fournissant des précisions sur la nature du lien entre cet organisme et le prestataire soumissionnaire,
- expert indépendant.

La présentation des experts proposés par le soumissionnaire sera effectuée aux formats définis dans le Cadre de réponse technique et comprendront :

- un canevas synthétique des qualifications et expériences professionnelles des experts seniors ;
- un canevas synthétique des qualifications et expériences professionnelles des experts locaux ;
- un canevas synthétique des qualifications et expériences professionnelles des experts juniors ;
- un CV qui n'excédera pas 3 pages pour tous les experts.

A défaut de la disponibilité des experts principaux ou complémentaires, le titulaire du marché s'engage à fournir des experts possédant une qualification et une expérience équivalentes ou supérieures aux profils présentés dans les C.V. de l'offre.

6.2. Equipe de gestion et d'appui technique :

Les soumissionnaires prévoient la mise à disposition d'une équipe de gestion de l'Accord-cadre qui sera chargée :

- de l'interface et de la communication avec l'AFD ;
- de la préparation des réponses aux appels d'offres restreints ;
- de la mobilisation des experts appropriés au regard des missions d'assistance technique prévues ;
- des tâches et procédures administratives (courriers, facturation, etc.) et du contrôle qualité.

Cette équipe bénéficiera du personnel de soutien nécessaire à sa mission (administrateurs, secrétaires, travaux de traduction autres que ceux prévus par l'expert complémentaire, personnel d'appoint au siège, etc) ainsi que des moyens d'appui technique et logistique adéquats.

Un responsable de l'Accord-cadre chargée de l'interface et de la communication avec l'AFD et des relations avec les experts sera également désigné au sein de cette équipe.

Les agents de soutien et d'appui technique ne pourront être détachés en qualité de spécialistes à court terme ou à long terme tout en maintenant leurs attributions premières. Il faudra maintenir une distinction entre les deux responsabilités et éviter une double inscription des coûts y afférents au budget du projet.

7. CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

7.1 Pouvoir adjudicateur et mandat pour l'Accord Cadre

Agence Française de Développement (AFD)
5 rue Roland Barthes
75598 Paris cedex 12

7.2 Localisation

Le programme d'assistance technique sera réalisé dans les cinq pays partenaires : Colombie, Brésil, Indonésie, Mozambique (+ Kenya pour le lot 2) et Afrique du Sud, en collaboration avec les consultants dans les BNDs concernées.

7.3 Exécution du marché

Le marché, objet de la présente consultation restreinte, donnera lieu à la sélection de quatre prestataires maximum sur la base de critères objectifs. Les prestataires retenus seront par la suite invités à répondre à des appels d'offres restreints et simultanés pour chaque activité d'assistance technique sur la base de termes de références spécifiques. Ces termes de références préciseront les types d'expertises attendues, la répartition prévue entre experts seniors et juniors ainsi qu'entre experts internationaux et locaux. Ils spécifieront également les délais envisagés pour la réalisation du contrat qui pourront aller de plusieurs mois à quinze jours dans certains cas urgents.

Chacune de ces consultations donnera lieu à un marché subséquent, attribué selon des critères objectifs et sur la base d'une proposition technique et d'une offre financière.

Un contrat précisant les termes et conditions de réalisation de la mission sera conclu entre l'AFD et le prestataire qui aura obtenu la meilleure note globale.

7.4 Pilotage, coordination et suivi

L'AFD est responsable de la contractualisation de toutes les actions d'études de faisabilité et d'assistance technique.

Le pilotage de la prestation sera assuré par les BNDs ou les municipalités en coordination avec l'équipe AFD/ NUCA.

Le prestataire désignera un interlocuteur principal auprès des BNDs et des municipalités.

La structure d'accompagnement du projet sera composée :

- d'une **unité de gestion de projets (NUCA PST)** recrutée par l'AFD et chargée de la coordination et de la gestion administrative, juridique, technique, budgétaire et comptable de l'accord cadre et des prestations d'assistance techniques qui en découleront.
- d'un **comité de pilotage** chargé de superviser la mise en œuvre du marché cadre supervisé au sein de la NUCA PST.

8. CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PRESTATION

Le programme d'assistance technique serait lancé prévisionnellement au mois d'août 2025 ; le contrat est d'une durée de 1 an renouvelable trois fois (durée maximale pouvant aller jusqu'à quatre ans) selon l'avis du NUCA PST.

9. LANGUE DE TRAVAIL

La maîtrise de la langue anglaise par l'équipe d'experts principaux et complémentaires proposés par le Prestataire est impérative.

La maîtrise de la langue du pays d'exécution de chaque bon de commande (indonésien, portugais, anglais et espagnol) par au moins un des membres du groupement du Prestataire est impérative.

La réponse à cet Appel d'offre doit impérativement être faite en langue anglaise.

10. CADRE DE REPONSE TECHNIQUE (CRT)

Il est demandé aux soumissionnaires de construire leur offre technique en complétant obligatoirement l'annexe I, CRT – Cadre de réponse Technique- de l'acte d'engagement. Il est impératif d'utiliser les modèles communiqués par l'AFD. Toute offre technique ne respectant ces modèles sera éliminée.

10.1 Organisation de l'assistance technique, méthodologie de mise en œuvre et compréhension des termes de références

Les soumissionnaires sont invités à exposer leurs propositions relatives à :

- La compréhension du programme et des besoins de l'AFD sur l'ensemble des missions proposées, la perception de la fonction et du mode d'intervention, la prise en compte des risques et des hypothèses ayant une incidence sur l'exécution du marché ;
- L'approche et fonctionnement proposés pour l'organisation de l'assistance technique et la mise en œuvre des activités incluant :
 - l'intervention des experts (seniors, juniors, experts locaux) ;
 - l'intervention de l'équipe de gestion de l'Accord-cadre et les structures d'appui qui seront mises à la disposition des experts par le prestataire pendant l'exécution du marché ;
 - les mécanismes de contrôle de la qualité du travail qui seront mis en place.

Ils devront également préciser :

- Dans le cas d'une offre soumise par un groupement, la description de la contribution de chaque membre du groupement ainsi que la répartition et l'interaction des tâches et des responsabilités entre eux ;
- Les accords de sous-traitance éventuellement conclus, indiquant clairement les missions confiées au sous-traitant et déclaration du soumissionnaire garantissant l'éligibilité du sous-traitant ;

10.2 Valeurs ajoutées différentiantes de la proposition des Prestataires par rapport aux concurrents

L'AFD s'attachera à apprécier :

- l'excellence technique, la compréhension des besoins et la qualité de la méthodologie et de l'organisation proposées pour le soumissionnaire ;
- la qualification des profils et des experts proposés ;
- la mobilisation, parmi les experts complémentaires, d'experts locaux des pays concernés dans les différents champs du programme, dont les honoraires doivent constituer entre 25 et 75% de chaque mission.

11. BUDGET- PRIX

L'enveloppe totale disponible pour l'ensemble du programme (sur une durée de quatre ans) est évaluée à **7,8M EUR pour le lot 1 et 2,75M EUR pour le lot 2** hors taxes (le présent marché entre dans le cadre d'exonération de la TVA–Note SLF du 28/03/1986). Ce montant inclue la rémunération des expertises à prévoir ainsi que l'ensemble des frais (frais de déplacement, per diem, reproduction et édition des rapports, traduction, éventuels frais d'organisation de rencontre, etc.) nécessaires à la réalisation des missions.

Aucune limite inférieure ou supérieure n'est fixée pour les budgets des appels d'offres restreints.

Des fourchettes estimatives comprises entre 25 000 à 200 000 euros est cependant estimée à partir des prestations d'assistance technique attendues et entre 200 000 à

600 000 euros est cependant estimée à partir des prestations d'études de faisabilité attendues. Certaines missions pourront être au-dessus et en dessous de ces montants.

Les soumissionnaires établiront un coût de travail journalier moyen d'expertise comprenant la rémunération effective des experts, les frais généraux, de soutien et d'appui du siège (secrétariat, , etc.). Ce coût n'inclura pas les frais de transport internationaux à destination et en provenance du pays bénéficiaire entre le lieu de résidence des experts et le lieu des prestations, les per diem ainsi que les autres frais (reproduction des rapports, traduction, etc.) qui donneront lieu à un budget spécifique.

Les coûts journaliers moyens d'expertise proposés des prestataires qui seront sélectionnés seront considérés par l'AFD comme des prix plafonds qui serviront de référence lors des consultations restreintes et au regard des offres financières qu'ils remettront.

Le coût journalier moyen de référence découlera des coûts journaliers moyens proposés:

- par niveau d'expertise (junior/senior) ;
- par type d'expertise (internationale/locale) ;
- par domaines d'activité (ingénierie, finances, juridique) indépendamment de la situation des pays concernés.

Ces coûts seront établis à partir d'un pourcentage de répartition indicatif du volume des jours à prester entre niveau d'expertise (junior/senior), type d'expertise (internationale/locale) et domaines d'activité (ingénierie, finances, juridique) mentionné au tableau des prix unitaires d'expertise figurant à l'annexe III, annexe financière de l'acte d'engagement (AE). Ces coûts comprendront également les experts complémentaires.

Les coûts journaliers moyens d'expertise proposés (junior/senior, internationale/locale, par domaines d'activité) des prestataires qui seront sélectionnés seront considérés par l'AFD comme des prix plafonds qui serviront de référence lors des consultations restreintes et au regard des offres financières qu'ils remettront.

Annexe I : Critère de choix des candidats

Critères de notation des offres : l'évaluation des offres se fera sur la base d'une grille de notation pondérée, permettant d'apprécier à la fois la qualité technique et la compétitivité financière des propositions. Les critères de sélection sont répartis comme suit :

- **Qualité et diversité de l'expertise locale (30%)** : ce critère permettra d'apprécier la pertinence, l'expérience et les compétences des experts locaux proposés, dans l'ensemble des géographies du Programme (Brésil, Colombie, Indonésie, Mozambique, Afrique du Sud) notamment leur connaissance du contexte national, institutionnel et sectoriel, ainsi que leur capacité à assurer une mise en œuvre opérationnelle efficace sur le terrain.
- **Qualité de l'expertise internationale (20%)** : ce critère portera sur la qualité et la valeur ajoutée de l'expertise internationale mobilisée, en particulier : son expérience sur projets comparables, sa capacité à garantir des livrables aux plus hauts standards internationaux et son aptitude à coordonner les différents experts tout en apportant un appui stratégique au projet.
- **Méthodologie (30%)** : les offres seront évaluées sur la clarté, la cohérence et la robustesse de la méthodologie proposée, notamment en ce qui concerne l'organisation du travail, les outils mobilisés, le calendrier prévisionnel et la prise en compte des enjeux spécifiques du projet.
- **Prix (20%)** : une attention particulière sera portée à la compétitivité financière des offres, sans compromettre la qualité attendue. L'évaluation du prix tiendra notamment compte des TJM des experts mobilisés.